



NPA
NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

RÉVOLUTIONNAIRES

Ateliers
SNCF Quatre Mares

Rouen, le 30 janvier 2024

Solidarité avec la colère des agriculteurs : c'est le capitalisme qui nous affame tous !

Malgré les quelques annonces d'Attal, des blocages sont prévus cette semaine, chapeautés par des syndicats agricoles qui appellent à la fois « au calme » et à la « détermination ». La FNSEA, les Jeunes agriculteurs et la Coordination rurale, qui ont l'habitude de bien calibrer les actions spectaculaires de leurs troupes ont visiblement peur d'être débordés.

Le gouvernement est fébrile également. Si Attal promet un paquet d'annonces supplémentaires (la carotte), Darmanin, déjà, change de ton (le bâton). Du « On ne répond pas à la souffrance en envoyant les CRS » (merci pour tous ceux que les CRS ont cognés et qui ne souffrent sans doute pas assez aux yeux du ministre !), il passe à la promesse d'un « dispositif défensif important » contre tout blocage de Paris et masse des blindés devant Rungis !

Dans le monde du travail, c'est surtout la solidarité avec cette colère qui s'exprime : d'un côté de la chaîne, les plus petits agriculteurs disent ne pas vivre de leur travail et de l'autre, notre salaire ne nous permet pas d'acheter correctement à manger !

Les ennemis des agriculteurs sont à la tête du mouvement et ne ciblent que des épouvantails !

Entre les deux, des grands capitalistes dont les profits dépendent du faible prix auquel ils achètent les matières premières, de l'exploitation des travailleurs des usines agroalimentaires et des supermarchés et, au bout du bout, des surpris au détail qu'ils nous infligent. Certains producteurs laitiers ont ciblé Lactalis, numéro un mondial des produits laitiers (marques Lactel ou Président...) et presque 400 millions d'euros de bénéfice en 2022. Avec Lactalis, il y a toutes les coopératives (Paysan Breton, Francine, Florette et autres Yoplait) possédées sur le papier par les agriculteurs mais qui leur imposent en réalité la loi du marché. Et, à la tête de ces coopératives, on retrouve les plus gros rats des champs, souvent des cadres de la FNSEA dont le chef, Arnaud Rousseau, dirige le groupe Avril (Lesieur, Puget), plus de 200 millions d'euros de bénéfice en 2022.

Pas étonnant qu'au sommet de ce « monde agricole » on préfère crier haro sur les fruits espagnols, les poulets polonais et le blé ukrainien ! Et tout l'échiquier politique, de la gauche à l'extrême droite de reprendre en cœur... mais sans jamais dire que l'agriculture française est une des premières du monde et inonde de lait et de céréales les marchés des pays les plus pauvres, notamment ceux de l'ancien empire colonial !

À la ville et à la campagne, le problème c'est le capitalisme

Les agriculteurs expérimentent la violence d'une société capitaliste qui leur promet l'indépendance à la ferme mais les asservit à sa loi du fric. Ils mettent le gouvernement dans l'embarras. Et si c'était l'occasion de toutes et tous rentrer dans la danse, avec nos revendications et nos moyens de lutte ? D'ailleurs, ça tombe bien, des journées de grève nationales sont prévues, le 30 janvier à EDF pour des augmentations de salaire, le 1er février dans l'Éducation nationale contre les attaques concoctées par Attal lors de son passage éclair à ce ministère et pour plus de moyens, à partir du 6 février dans les technicentres SNCF et du 8 dans les ateliers de maintenance RATP...

Dans de nombreuses entreprises, les négociations annuelles sont chamboulées par des grèves. Des luttes déterminées sont la seule voie à suivre pour imposer les augmentations de salaire qu'il nous faut, pour enfin vivre et ne plus survivre comme on le lit sur les banderoles des piquets de grève.

Les agriculteurs montrent non seulement que bloquer le pays est possible, mais que c'est la seule façon de faire reculer le gouvernement. Ils ont leurs tracteurs pour cela, mais, pour les salariés, il nous suffirait de cesser le travail pour que le pays soit complètement à l'arrêt.

Mais pour porter le rapport de force à un niveau qui les ferait vaciller, il ne faudra pas s'en tenir au « chacun dans son coin » des directions syndicales. Il va falloir s'y mettre toutes et tous, dans un grand mouvement d'ensemble !

Tous et toutes en grève à partir du 6 février !

Le syndicat Sud Rail appelle tous les cheminots et toutes les cheminotes du matériel à cesser le travail à partir du mardi 6 février. Faut espérer qu'indépendamment de tel ou tel cacul syndical, tout le monde à Quatre Mares mette bas les marteaux ! Les grèves massives et reconduites sur plusieurs jours dans plusieurs technicentres TGV au début du mois de janvier ont montré que la colère est bien là dans la filière. Clairement, la direction se moque de nous et nos salaires ne reflètent pas du tout l'importance de notre métier. Alors, la meilleure manière de taper du poing sur la table et de faire plier la direction reste la grève, et si elle s'étend au-delà des technicentres, elle ne sera que plus efficace ! Oui, on peut convaincre les collègues que la mobilisation doit concerner tous les corps de métier. 400 € d'augmentation de salaires pour tous et toutes, embauches de tous les intérimaires et même plus, pour remédier aux sous-effectifs dans tous les secteurs., voilà ce qui peut largement nous unir face à la direction et au gouvernement !

Ça grève aussi de l'autre côté du Rhin !

Les collègues de la Deutsche Bahn ont fait grève pendant 6 jours, du mercredi 24 janvier au lundi 29 janvier. C'est la plus longue grève de l'histoire de l'entreprise ferroviaire publique allemande. Nos collègues réckement le passage aux 35 heures payées 38, comme cela existe dans 18 autres entreprises ferroviaires du pays. A l'heure où nous écrivons nous ne savons pas le résultat de ce bras de fer... mais gageons qu'une victoire de nos collègues de la DB serait un sacré encouragement pour nos luttes ici, qu'elles soient sur les salaires ou les conditions de travail.

Face aux attaques contre Fret, ne comptons que sur nos propres forces !

En jugeant que l'État a favorisé Fret SNCF par rapport aux autres EF, la Commission Européenne offre un nouveau prétexte aux attaques contre les travailleurs de Fret. Comme si les travailleurs devaient payer le prix des magouilles politiques et patronales !

Pour nous défendre, nous ne pourrons pas compter sur l'État ou nos patrons qui n'ont pas attendu la

commission européenne pour supprimer des emplois ou dégrader notre quotidien. Une lutte d'ensemble est la seule perspective contre les voyous de l'État et du patronat.

Solar pleure à la vente

Nos collègues de la vente galèrent depuis l'arrivée de Solar, le nouvel outil censé remplacer Mozaïc, l'ancien logiciel de vente. Comme il ne prend pas en charge l'ensemble des opérations à réaliser, les vendeurs doivent avoir deux sessions ouvertes en même temps, une sur chaque outil. En fin de service, la compatibilité globale de la séance correspond à l'équilibre des deux sessions. Le nombre d'erreurs comptables explose. Face à son incapacité à fournir aux travailleurs un outil adapté à leurs tâches quotidiennes, la boîte accentue la pression sur les agents du terrain à coups de retours d'anomalies comptables à justifier. Une façon de plus de faire régner la peur en ajoutant la menace de sanctions.

La loi Darmanin : on continue jusqu'au retrait !

La décision du Conseil constitutionnel d'invalider partiellement la loi « asile-immigration » votée par les macronistes, la droite et le RN ne remet pas en cause la nature même de celle-ci, faite pour criminaliser et expulser encore plus facilement les sans-papiers, et surtout exploiter et paupériser encore plus les travailleurs étrangers, dont le patronat a pourtant tellement besoin dans de nombreux secteurs. Le retrait des articles avalisant la mise en place de la « préférence nationale » chère à l'extrême droite (notamment ceux restreignant le droit aux prestations sociales, instaurant des cautions pour les étudiants étrangers ou des restrictions au « droit du sol ») est malgré tout une bonne nouvelle pour celles et ceux qui en auraient été directement victimes et pour toutes celles et ceux qui sont sincèrement antiraciste Tant qu'on n'aura pas obtenu le retrait total de cette loi d'extrême droite on continuera à manifester !

Le prochain rendez-vous de manifestation à Rouen : samedi 3 février à 15h place St Sever

nparouen.communique@gmail.com
www.facebook.com/NPAagglouen